

Le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :

1 an : 50 F; 6 mois : 25 F
piil fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 310

LE NUMERO : 2 F 50

15 FB - 1 FS

4 au 17 avril 1980

Sous le voile de la "paix sociale" préparatifs de guerre des classes

Si la courbe de la lutte de classe suivait mécaniquement la pression économique et politique exercée sur le prolétariat, tout la pousserai actuellement à remonter : le chômage en augmentation constante, la baisse reconnue — de 2 à 5 % — du pouvoir d'achat des salariés,

le grignotage par tous les bouts des maigres garanties de l'après-guerre : cotisations de sécurité sociale augmentées et imposées même aux retraités, réduction des prestations médicales remboursées, etc.

Pourtant, après le printemps agité de 1979, la traînée de poudre allumée dans l'Est et le Nord par la colère des sidérurgistes, après l'automne menaçant autour d'Alstom, la bourgeoisie respire : rien de cassé, le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève est en diminution, les mouvements les plus amples aujourd'hui sont ceux de catégories périphériques — employés, enseignants — même si s'exprime aussi, dans une certaine mesure, à travers ces mouvements, la réaction de travailleurs touchés dans leurs conditions de vie (scolarisation des enfants, par exemple).

La bourgeoisie respire, mais non sans une sourde inquiétude : cette révolte inévitable doit bien s'accumuler quelque part. Comment la localiser et la prévenir ? Comme l'écrit le *Nouvel Economiste* du 31 mars 80, « l'absence de conflits sociaux « classiques » n'exclut pas le risque de réactions allergiques soudaines et brutales ». En attendant, elle prend de l'avance. Elle le fait en perfectionnant des moyens de répression et de division (lois anti-immigrés), son flicage dans

l'entreprise (Peugeot), son appareil patronal (banque de données sociales de l'UIMM), les filets juridiques destinés à paralyser la lutte sociale (pénalisation des syndicats pour grèves incontrôlées).

Il est clair que ces points sont marqués grâce à la « passivité » calculée des directions syndicales, qui est un des facteurs puissants du retard de la lutte par rapport aux conditions objectives, au moins aussi important que les facteurs matériels et psychologiques — insécurité, crainte du licenciement — qu'elles se plaisent à mettre en avant.

La CGT dénonce le recentrage de la CFDT : elle l'accuse de collaboration de classe, de complaisance coupable pour les exigences patronales, (par exemple sur la question du temps de travail, où elle a accepté avec la CGC le principe d'une prise en compte de la durée annuelle du travail). Tout cela est parfaitement vrai !

Mais la CGT a-t-elle fait autre chose que préserver une façade à peu de frais, en refusant ça et là quelques signatures,

DANS CE NUMERO

- Qu'est-ce que le communisme ?
- Le titisme dans la lignée du stalinisme.
- Lutttes ouvrières : TUL-Mayenne, grève de sans-papiers turcs.

en organisant seule, dans une pure perspective de réclame boutiquière, des journées d'action aussi stériles dans leur genre que l'« action au ras des pâquerettes » prônée par sa sœur ennemie ? Une fois de plus, la comédie de la division qui remplit la presse syndicale et les tracts d'entreprise, sert les mêmes

(suite page 2)

Tchad, Mali...

Impérialisme français hors d'Afrique !

• TCHAD. L'équilibre entre les différentes forces qui se partagent le contrôle du pays, ou plutôt la protection de l'impérialisme français sur le territoire du Tchad a été une nouvelle fois rompu. Les combats qui font rage à N'Djamena ont déjà fait, semble-t-il, des milliers de morts.

Officiellement, les 1.100 militaires français ne sont là que pour servir d'arbitre entre les factions et « favoriser la paix » : le dépècement de ce pays mettrait, paraît-il, aux prises directes le Nigéria, la Libye, le Soudan et l'Egypte, mettant le feu à une région qui compte plus du tiers de la population totale de l'Afrique. Naturellement, les richesses de la région et la place stratégique du Tchad situé à côté du Centrafrique et du Niger riches en uranium, ces « gages de l'indépendance » de... la France, n'auraient rien à voir là-dedans !

• MALI. Le régime de Moussa Traoré doit faire face à une agitation universitaire d'importance. Pour la mater, sévère répression, tortures, assassinats, massacres, rien n'y manque. Cela rappelle curieusement l'ambiance centrafricaine du début 79.

Mais qu'est-ce que le Mali ? Un pays du Sahel, situé notamment entre la Mauritanie, le Sénégal et le Niger, un pays où plus de six millions d'habitants, donc plus de 85 % de la population sont supposés « vivre » de l'agriculture et de l'élevage, alors qu'ils sont en réalité victimes de la sécheresse et de la famine. La production alimentaire par habitant y est en régression constante (71 % en 1976 par rapport à la moyenne des années 1961-1965). Mais le coton et l'arachide, les seules richesses exportables du pays, se vendent toujours, que diable !

(suite page 2)

Eurocommunisme ou eurochauvinisme ?

En novembre 1978, à une réunion à Moscou du pacte de Varsovie, le délégué roumain prit la parole pour déclarer qu'il est absurde de parler des « intérêts généraux » du socialisme : les pays socialistes, précisa-t-il, ont des intérêts individuels (entendez : nationaux).

Il parlait des pays. Il aurait pu parler des PC et dire : il est absurde de parler de leurs intérêts généraux, ils n'ont que des intérêts individuels. L'histoire récente de l'« eurocommunisme » ne fait que le confirmer.

Si l'eurocommunisme était ce que le nom indique, c'est-à-dire une alliance des PC européens — en l'occurrence français, italien, espagnol — constituée en vue de l'établissement du communisme en Europe, l'eurocommunisme serait une chose durable, non soumise aux aléas de la conjoncture. Or l'eurocommunisme connaît des hauts et des bas. Tout simplement parce que cette alliance des PC ne peut être une liaison sans orages que s'il n'y a pas de divergences entre les différentes bourgeoisies.

L'Europe, cette tentative de concilier les intérêts nationaux des différents pays qui la composent, est en train de faire faillite. La politique agricole « commune » en particulier menace de voler en éclats. C'est que, sous l'effet de la crise, les divergences d'intérêts s'aiguisent entre les bourgeoisies nationales. Français, Anglais, Allemands, Italiens : chacun s'en prend à son voisin. Giscard, Thatcher, Schmidt, Cossiga ou Andreotti réapparaissent clairement comme les défenseurs des « égoïsmes nationaux » et comme les PC sont des défenseurs de l'intérêt national, ces diver-

(suite page 3)

Le titisme dans la lignée du stalinisme

Lorsque, en octobre 1944, Churchill offrit à Staline de se mettre d'accord sur les Balkans grâce à un dosage bien calculé de leurs influences respectives dans chaque pays, il proposa qu'en Yougoslavie, la Grande-Bretagne et la Russie soient présentes et agissantes « sur un pied de parfaite égalité », fifty-fifty. Staline ne se le fit pas dire deux fois et il est clair que Londres et Moscou prévoyaient, chacune de leur côté, de grignoter tôt ou tard les 50 % de l'autre. Moscou avait des chances d'y réussir à condition de les avaler d'un coup et le plus vite possible. Londres — qui avait été la première à faire confiance à Tito et à ses partisans — misait surtout (malgré la hâte

C'est pourquoi l'accord de coopération entre la Communauté Economique Européenne et la Yougoslavie, signé le 25 février dernier à Bruxelles, souligne d'une part la situation politique particulière de la Yougoslavie — pays méditerranéen, non aligné et « socialiste » — dans l'échiquier international, et lui accorde d'autre part des facilités sur le plan commercial et un prêt de 300 millions de dollars. Cet accord ne fait en réalité que sanctionner un état de fait désormais consolidé depuis des décennies, tout en confirmant que dans le monde d'aujourd'hui on ne peut prétendre sérieusement être « non aligné » sans s'aligner de quelque façon sur l'un des fronts de convergence et d'affrontement dont se compose le marché mondial des marchandises (y compris la force de travail), des capitaux, des idéologies et des armes.

C'est pourquoi également la disparition de Tito de la vie politique avant même sa mort physique a donné lieu en Occident à la célébration anticipée d'une série de messes commémoratives dont le thème dominant est l'exaltation de l'« homme qui le premier rompit avec Staline ». Peu importe si pour

les uns cette « rupture » signifie le reniement du socialisme en faveur de la démocratie classique, et pour les autres sa « confirmation » à coups de démocratie nouvelle.

Notre appréciation, qui ne date pas d'aujourd'hui et ne concerne pas des individus plus ou moins illustres, mais des forces réelles, est exactement à l'opposé : il y a une filiation directe entre titisme et stalinisme, et le fait que l'accession du premier au pouvoir ne compte pas dans ses annales une quantité comparable de purges, de procès, d'exécutions, bref de violences et de sang, ne change rien à ce lien indissoluble.

Le vieux parti socialiste serbe de 1914 et le jeune parti communiste yougoslave d'il y a soixante ans avaient grandi dans une tradition vigoureusement internationaliste et classiste. Le parti d'aujourd'hui, qui conserve intacte malgré de nombreux changements dans le vocabulaire l'idéologie populaire et nationale de la Résistance, est né et a grandi dans le cadre de la théorie et de la pratique interclassistes du « socialisme dans un seul pays » et en est même l'application à l'état pur en dehors des frontières de la Russie.

Si, il y a trente-deux ans, il s'est heurté au « parti frère » de Moscou, c'est en vertu de la même logique qui pousse aujourd'hui les PC à se dégager l'un après l'autre de l'étreinte étouffante du parti et de l'Etat « étrangers » au nom des intérêts sacro-saints et des valeurs éternelles de leur « seul pays ».

Le Tito de 1948 combattu par Togliatti ne fait que précéder le « tournant » du PC italien à l'époque du XX^e Congrès et de Krouchtchev. Ces deux abjurations apparentes prolongent celle, bien plus importante sur le plan des principes et bien plus décisive sur le plan objectif et historique de Staline et Cie en 1926, qui devait mener à la dissolution du Komintern en 1943. On ne peut revendiquer (et c'est là le nœud de la question) une voie particulière au « socialisme » sans revendiquer par là-même le droit et, s'il le faut, le devoir, non seulement de refuser, mais de combattre par la parole et par les armes, une, dix, cent, mille voies des autres pays. On peut, théoriquement, ne pas le vouloir, mais dans la pratique, on ne peut pas l'éviter.

(suite page 2)

Nouvelles palestiniennes

Selon *La lettre de l'Expansion* du lundi 17 mars 1980, Giscard « a pris personnellement des engagements militaires secrets auprès des Etats du golfe Persique; ces engagements prévoient des interventions localisées dans cette région en cas de menace sur les champs de pétrole ». Dans *La lettre* du 10, on pouvait lire que sa tournée au Moyen-Orient avait « avant tout pour but de raffermir les régimes en place en faisant une ouverture du côté des Palestiniens ». En effet, « les producteurs de pétrole ont demandé, avec insistance, à l'Occident de comprendre que la stabilité de leurs régimes dépendait avant tout de la question palestinienne et que c'est là-dessus qu'il fallait les aider ».

Est-ce clair ? Pour Arafat, l'os à ronger du mini-Etat, mais pour les masses palestiniennes, la mitraille !

**

« Les Palestiniens ont d'abord fait savoir qu'ils étaient disposés à vivre dans un Etat démocratique, où musulmans, juifs et chrétiens seraient sur un pied d'égalité. Mais cette suggestion a été repoussée. Notre seconde proposition prévoit l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur chaque pouce de terre palestinienne d'où les Israéliens se retireraient. Cette proposition a été acceptée par notre congrès national ». C'est ce qu'a déclaré Arafat dans une interview au journal autrichien *Die Presse* (reproduit par *Le Monde* du 27 mars 80).

A vrai dire, on s'en doutait un peu depuis... quelques années !

Réunion publique à Paris

Vendredi 11 avril, 20 h 30
AGECA, 177, rue de Charonne
Paris-11° (M° Alexandre-Dumas)

Solidarité ouvrière
avec la lutte
des masses palestiniennes
contre l'impérialisme,
le sionisme et les Etats arabes

Sous le voile de la « paix sociale »

(suite de la page 1)

but que les accords unitaires contre les secteurs remuants (tels le « pacte » CGT-CFDT de 74 contre les coordinations et les AG extra-syndicales) : décourager les travailleurs, et, en multipliant les facteurs de division et de concurrence, retarder d'autant la reprise.

Dans leurs indications pratiques comme dans leurs perspectives politiques générales, les directions syndicales se placent **exactement sur le même terrain que l'adversaire**. Ainsi, la CGT proteste contre les atteintes au droit de grève représentées par les condamnations de sections syndicales, mais elle se défend surtout d'avoir rien commis d'illégal, et dénonce les « violences » (qui commencent avec l'occupation ou les piquets de grève) comme le fait d'éléments extérieurs, bref, elle accepte de se laisser dicter par l'ennemi les conditions légales de la guerre.

Ainsi, tous font chorus, du gouvernement à la CGT, pour préparer des « comités d'atelier » propres à capter à la source une agitation renaissante de la base dans les entreprises. Ainsi, chaque centrale prétend concilier les intérêts de l'économie nationale avec ceux des ouvriers, et emploie une bonne partie de sa bureaucratie à l'élaboration de mirifiques plans industriels de rechange, par secteurs (charbon ou sidérurgie), ou par entreprise (à Renault, la CGT a même ses plans pour une « R2 », sa « Volkswagen » personnelle, apte à la fois à sauver l'emploi et à apâter la consommation populaire !!).

A quelques nuances près, qui correspondent à différents intérêts bourgeois : les rocardiens de la CFDT affichent de plus en plus ouvertement le « réalisme », la nécessité de « choisir », par exemple, entre la sécurité de l'emploi (prétendent-ils...) et le maintien des salaires. La CGT et le PC continuent de refuser en théorie l'appel ouvert à l'austérité : c'est-à-dire qu'ils bercent les travailleurs de l'illusion typiquement petite-bourgeoise de pouvoir concilier l'« agressivité » sur le marché extérieur et le maintien des salaires et des prix à l'intérieur, accroître nos exportations sans réaction identique des autres pays, « moraliser » nos relations avec les

pays du tiers-monde, tout en maintenant « notre rayonnement international » (c'est-à-dire « notre » puissance impérialiste), etc. En même temps, ils renvoient sans cesse à plus tard la réalisation de cet invraisemblable paradis, en trouvant de nouveaux obstacles à l'union de la Gauche qui serait censée le réaliser.

Et s'il est certain que la rupture PC-PS en 78, comme le rôle international de gendarme joué par la Chine et l'URSS doivent avoir à la longue un effet salutaire, en portant un coup aux illusions mortelles que les faux socialismes entretiennent dans la classe, il est tout aussi certain que le désarroi créé et la difficulté à se placer encore du point de vue révolutionnaire peuvent être dans l'immédiat utilisés tout à fait cyniquement par les appareils politiques et syndicaux pour paralyser les luttes naissantes et laisser se développer chez les prolétaires le sentiment de leur impuissance face au cours écrasant de la société capitaliste, qui les mènerait inexorablement de l'oppression quotidienne aux massacres d'une nouvelle guerre impérialiste.

On comprend qu'en face d'auxiliaires aussi précieux, le patronat soit partagé entre plusieurs politiques. Soit, comme le rêve toujours celui des petites et moyennes entreprises, soucieux de conserver sans partage sa liberté de gestion et son pouvoir de décision — foncer dans la brèche, et profiter de l'absence de réactions pour se débarrasser en même temps de l'entrave économique que représente la législation sociale et du contre-pouvoir (même compréhensif) que restent pour eux les organismes syndicaux. Soit comme le appellent sagement et les dirigeants du CNPF (malgré leur anti-syndicalisme démagogique à l'usage des PME) et les représentants de l'Etat, resserrer au contraire le tissu de négociations, et préparer d'avance le système de digues le plus complet possible contre la prochaine vague, avec l'aide des syndicats, puisqu'aussi bien, selon les fortes paroles du ministre du travail Matteoli aux journées parlementaires du RPR, « les syndicats dits représentatifs constituent pour nous les interlocuteurs les plus valables. Nous n'avons aucun intérêt à nous retrouver face à des syndicats « édretons ». Aux chefs d'entreprises, nous pouvons dire que l'évolution est

telle que les exigences des uns et des autres, notamment des travailleurs, deviendront légitimement de plus en plus grandes, et qu'il faudra bien les satisfaire [à la façon ministérielle...], sauf de risquer une explosion. Quant aux syndicats, s'ils n'adhèrent pas à nos projets de participation, ils finiront un jour par être dépassés par les événements » (*Le Monde* du 28-3-1980).

Le marché est clair : les « partenaires sociaux » préparent de nouveaux pièges, contre lesquels la lutte prolétarienne qui renaîtra doit essayer de se prémunir. Effrayés par le « vide » actuel, les groupes d'extrême gauche, trotskystes surtout, appellent les prolétaires, d'une part à supplier les partis de gauche de s'unir à nouveau, pour constituer ce « gouvernement ouvrier » auquel ils vont bientôt être les seuls à croire ; d'autre part, sur le plan de la lutte immédiate, ils les appellent à donner toutes leurs forces pour « pousser les directions » : ils font de la conquête des organismes syndicaux (section, UL...) un véritable préalable à toute opposition à la politique actuelle des syndicats.

Nous tirons des leçons antérieures de l'histoire comme des exigences de la lutte aujourd'hui, des indications toute contraires, et nous nous battons pour les faire adopter non seulement au moyen de la propagande générale, mais à partir des besoins immédiats de la défense prolétarienne : lutte directe pour la défense des intérêts propres et autonomes du prolétariat (et notamment : les 35 heures tout de suite, SMIC à 3.500 F, indemnité tendant vers le salaire intégral aux chômeurs, égalité totale des droits en particulier pour les travailleurs immigrés, intégration des intérimaires) ; défaitisme dès aujourd'hui dans la guerre économique et préparation du défaitisme dans la guerre impérialiste ; établissement de liens entre les luttes et entre les noyaux d'avant-garde hors du contrôle opportuniste et bourgeois ; sur ce terrain, ainsi qu'à travers toutes les luttes politiques qui concernent la classe, préparation, non du « soutien critique » au énième gouvernement bourgeois de gauche, mais de la force prolétarienne capable d'instaurer, sur les ruines de l'Etat bourgeois, sa propre dictature de classe, pour détruire les fondements mêmes de l'exploitation.

Le titisme dans la lignée du stalinisme

(suite de la page 1)

Dans cette optique, il n'est pas du tout paradoxal d'affirmer que la rupture entre le titisme et le stalinisme est, en fait, la confirmation objective de leur parenté profonde : les bourgeois peuvent ne pas le comprendre, mais ils **agissent** comme s'ils en avaient conscience. Lorsque, en pleine crise grecque de 1944, Churchill se réjouit de trouver en face de lui un Staline (c'est-à-dire le « communisme » des fronts populaires et nationaux) plutôt qu'un Trotsky (c'est-à-dire, dans son esprit, le communisme révolutionnaire et internationaliste), il ne fit qu'exprimer dans des termes banalement idéalistes la vérité dont on fait quotidiennement l'expérience dans les luttes de classe, c'est-à-dire qu'un « socialisme national » n'a en soi rien de contradictoire, et donc d'incompatible, avec l'ordre bourgeois établi, même s'il peut représenter un obstacle contingent sur la voie de tel ou tel... capitalisme national. La théorie de l'« égoïsme sacré » devant lequel chaque nation a le devoir de s'incliner est l'autre face de la théorie de la « coexistence pacifique », et celle-ci est russe et stalinienne, aussi bien que yougoslave et titiste.

Une fois passée la tempête de l'excommunication de la Yougoslavie en 1948, Togliatti proclama : « Ce dont on les [les communistes yougoslaves] accuse, c'est-à-dire d'avoir innové dans la doctrine et dans la pratique de la lutte pour le socialisme, est une heureuse faute que nous devrions tous commettre à des degrés divers, si nous voulons aller de l'avant ». Aujourd'hui le PC italien salue en Tito « le communiste capable de chercher et de parcourir des voies nouvelles » : c'est exactement ce que Togliatti et Cie avaient dit de Staline (et que Berlinguer et Cie disent aujourd'hui), pour justifier le « socialisme dans un seul pays ». Solide arbre généalogique, qui se dresse sur les cadavres de la Vieille Garde communiste internationale !

**

Autonomie nationale, autonomies régiona-

les et locales, autonomie des entreprises sont des maillons d'une seule et même chaîne.

La « loi fondamentale sur la direction des entreprises économiques d'Etat et des associations économiques supérieures par les collectifs de travail » date du 26 juin 1950, c'est-à-dire qu'elle est postérieure de deux ans au refus par Belgrade de la dépendance nationale yougoslave vis-à-vis de la Russie. Pour ce qui est du « socialisme dans un seul pays », Moscou avait précédé Belgrade de vingt ans ; pour ce qui est de l'« économie de marché socialiste », Belgrade précède de dix ans les réformes (certainement plus timides, mais cela est une autre histoire) de Krouchtchev puis de Kossyguine. Quoi qu'il en soit, les deux capitales peuvent bien se disputer, et se disputeront longtemps, la palme de la découverte, vraiment digne de... « faire époque », que la Marchandise et le Marché ne sont pas des catégories propres exclusivement au capitalisme. Que la force de travail peut être une marchandise alors même que le pays où on la vend et où on l'achète peut mériter de plein droit le nom de « socialiste ». Que « l'économie sociale » du vieux Marx n'a pas pour sujet l'espèce humaine, mais les innombrables « unités de base » constituées par les entreprises (et rien n'interdit que l'entreprise en question soit un individu), avec leurs comptes en partie double et l'obligation morale et religieuse de les solder non en équilibre, ce qui serait trop peu, mais avec un **actif**. Une fois que l'économie et la société ont été atomisées en une myriade d'unités locales jalouses de leur autonomie et aspirant à se dépasser l'une l'autre dans la course au profit, il ne reste plus pour les relier l'une à l'autre que le **marché**, arène selon Marx de la « guerre de chacun contre tous » : mais cela ne fait pas problème pour les innovateurs issus du stalinisme. Ils ont appris sur les bancs de l'école à faire passer pour du socialisme (et seulement dans l'industrie : dans l'agriculture ils n'ont même pas été aussi loin !) ce que nous avons appelé « le capitalisme d'Etat nageant dans la baignoire mercantile ».

Nation - sujet, entreprise - sujet, individu-

sujet : la **société bourgeoise** ne repose sur rien d'autre, depuis l'époque de sa jeunesse révolutionnaire. C'est sur la même trinité que repose la **démocratie**, qui reflète en politique la structure économique **capitaliste**. C'est en son nom que les nations, les entreprises, les individus se font une concurrence que les idéologues bourgeois prennent pour la quintessence du progrès, et qui fait du monde de la production, des échanges, de la vie associée, le royaume de la **guerre permanente**, que ce soit à coups de marchandises, de capitaux ou de missiles.

Dans cette construction dont l'essence est de dilapider les ressources humaines et matérielles, plus on décentralise les décisions dont on dit que dépend le sort du genre humain, plus on détruit les bases d'un développement **rationnel** des activités productives, de sorte que l'on doit recourir, pour assurer un minimum de cohésion au tissu de la vie collective, à la « mauvaise » ou « perverse » centralisation du flic, du confesseur et du bourreau. C'est cette construction qui engendre irrésistiblement les enfants jumeaux du capital : aujourd'hui les Tito de la « démocratie socialiste » et les Staline du « socialisme bureaucratique », comme hier les Ledru-Rollin de la démocratie bourgeoise radicale et les Napoléon III du bonapartisme et de la mafia généralisée. C'est cette horrible construction que le communisme marxiste est appelé à abattre. Belgrade n'a rien de mieux à lui apprendre que Moscou.

Les théoriciens de « l'entreprise à ses salariés », y compris dans sa version trotskyste, ne sont que les prophètes attardés d'un « socialisme romantique » réactionnaire fondé sur la **dispersion** et le **gaspillage** des énergies sociales et même individuelles et non sur leur **concentration** et leur **mise en valeur collectives**, qui unissent aujourd'hui leurs voix au **chœur bourgeois** des hommages au « modèle yougoslave » et à son promoteur mourant (ou peut-être déjà mort).

Pour le socialisme scientifique, ces gens-là — tout comme le prétendu modèle moscovite et son défunt père — sont morts **depuis toujours**.

L'armée, dernier rempart de la société libérale

Fin février ont eu lieu, à Delle, près de Belfort, des manœuvres dont le thème était la prise d'assaut du quartier ouvrier. Cet exercice était, d'après l'armée, nécessaire car « en cas de conflit ce type de combat serait inévitable en raison de l'extension des zones urbaines dans toute l'Europe ». Les grands moyens ont été employés pour ces manœuvres urbaines : 600 hommes, 30 chars, 10 hélicoptères, prise d'assaut d'immeubles, barricades déblayées par des blindés, etc. Comme on le voit, la bourgeoisie se prépare à la guerre impérialiste et à la guerre civile, les deux à la fois.

En effet les guerres impérialistes sont non seulement menées pour le partage du monde, mais aussi **contre le prolétariat** qu'il faut museler et détruire comme les autres forces productives. En plus il n'est pas mauvais dès le temps de paix d'intimider et de montrer toute la violence potentielle que l'Etat démocratique a en réserve.

A noter que Delle est une municipalité PS et que celle-ci a donné toutes facilités à l'armée pour agir. Une fois de plus ceci montre leur nature : être un des piliers du militarisme bourgeois, en plein accord avec le PC.

Impérialisme français hors d'Afrique !

(suite de la page 1)

Le pays a bien tenté de prendre quelque recul par rapport à l'impérialisme français, mais il a dû rapidement s'avouer vaincu : les importations en provenance de France, tombées en 1965 à 21 % des importations totales sont remontées en 1976 à 50 %. Une des seules usines du pays reste, après « nationalisation », à 52 % dans les mains d'Agache-Willot.

Est-il besoin de dire que les luttes sociales dans ce pays comme chez ses voisins sont également dirigées contre l'impérialisme français ?

Qu'est ce que le communisme ?

Le communisme est aujourd'hui généralement assimilé à la propriété publique des entreprises et posséderait ses « modèles » dont les plus purs seraient à l'Est. Réciproquement le capitalisme correspondrait à la propriété privée des entreprises qui prospèrent dans les grands pays occidentaux.

Cependant, des deux côtés, les villes grandissent démesurément en désertifiant les campagnes, la production de missiles nucléaires et de tanks se fait au détriment de l'alimentation humaine. Des deux côtés se développe la concurrence entre les travailleurs, le travail salarié, l'asservissement du travail manuel, la mutilation du travail vivant et le despotisme d'usine. Des deux côtés sévissent l'anarchie du marché, les crises périodiques, la jungle des appétits étatiques et les guerres de pillage et d'oppression. Des deux côtés se manifeste l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre pôle, se heurtent les intérêts des classes opposées, se gonfle démesurément la machine de l'Etat, des deux côtés la bureaucratie et la police tendent toujours plus à être considérées comme les représentants exclusifs des intérêts collectifs !

Une telle conception de l'opposition entre communisme et capitalisme, qui cache en réalité sous des formules juridiques particulières une seule et même réalité sociale, est due à la terrible défaite politique dont le prolétariat n'a pas encore pu se relever depuis cinquante années. La classe ouvrière a pris le pouvoir hier en Russie, c'est-à-dire dans une société où, immédiatement, on ne pouvait que liquider les restes du féodalisme et développer le capitalisme, bref créer seulement les bases économiques du socialisme, non encore le socialisme lui-même.

Le pouvoir prolétarien en Russie était tendu vers la révolution dans les pays ultra-développés d'Europe, qui seule pouvait aider à industrialiser l'agriculture et entamer la transformation socialiste de la société. La révolution a tardé en Occident, laissant la Russie dans un isolement tragique, et la contre-révolution a pu parvenir à éliminer le prolétariat du pouvoir en se revendiquant formellement de la révolution et en feignant de prendre la société russe pour une société socialiste.

Il faut ajouter que les diverses réactions au stalinisme, que ce soit le trotskysme ou à plus forte raison les courants liés aux diverses variantes du « socialisme autogestionnaire » n'ont pas su défendre l'opposition de principe entre les deux sociétés et ne font que masquer d'un voile prolétarien l'économie de marché et donc le capitalisme. Cependant la renaissance du mouvement prolétarien international ne peut se faire qu'en relevant le drapeau du communisme véritable, parfaitement établi depuis le Manifeste de 1848.

Le marxisme n'a d'ailleurs pas découvert les caractères de la société communiste. Bien avant lui, le communisme signifiait « communauté des biens », c'est-à-dire mis en commun des richesses sociales et administration rationnelle d'une société qui ne connaîtrait plus de marché, de salariat et de capital ni de classes sociales. Déjà le communisme était conçu comme le produit de la collaboration des nations arrachées à la torpeur féodale, ce qui aujourd'hui signifierait la planète entière. Le communisme était donc déjà ouvertement antimerchantile et international.

Le marxisme a dégagé le communisme existant de sa gangue utopique pour le présenter comme le produit non plus de la volonté, mais bien du mouvement réel de la société. Le capitalisme pousse en effet à fond la division du travail et sépare complètement le producteur des moyens de travail (outils, machines) et des moyens de vie (subsistance, logement). L'ouvrier devenu un sans-réservoir, un prolétaire, passe désormais par le marché pour acheter ses moyens de subsistance. Il doit pour cela vendre sa force de travail au capitaliste qui s'est accaparé les moyens de production et, parce qu'il possède le produit du travail, empêche l'essentiel de la richesse créée par les travailleurs, dont ces derniers sont dépossédés légalement. De plus le prolétaire ne peut faire vivre les siens que dans la mesure où ses bras sont utiles au capital.

Ce rapport social fait sombrer les vastes masses de l'humanité dans une misère toujours plus noire. Mais en augmentant fortement l'efficacité du travail et en liant toutes les unités de production en vastes concentrations à l'échelle du monde entier, il crée une condition, mais seulement une condition de la satisfaction des besoins humains et de la gestion unifiée et internationale des richesses produites. Il n'y a donc pas à « construire » le socialisme, mais seulement à faire correspondre le mode d'appropriation des richesses au caractère déjà social de leur production.

Surtout, et c'est le plus important, alors que les utopistes voulaient « introduire » le

communisme en prêchant la bonne parole (« la société que nous proposons n'est-elle pas au fond supérieure à celle qui existe ? ») et se tournaient pour cela vers les gouvernements, le marxisme montre que le capitalisme « produit lui-même ses propres fossoyeurs ». Il crée, avec le prolétariat moderne, la seule classe qu'il tend spontanément à concentrer et à unifier, et condamne à lutter pour vivre la force capable d'assurer l'accouchement violent de la société nouvelle.

Pour cela, sa lutte de classe doit être menée jusqu'à la conquête du pouvoir politique. Le prolétariat instaure donc sa dictature de classe, le temps qu'il faut pour réprimer par la terreur toute tentative d'opposition des classes dépossédées, pour concentrer dans ses mains les moyens de production et d'échange et briser les rapports de production existant.

La transformation communiste de la société ne pourra évidemment s'opérer en grand que lorsque le pouvoir international du prolétariat sera stabilisé par une victoire décisive dans les grandes forteresses impérialistes, centres de l'économie mondiale et gendarmes de la planète. Et il faudra aussi un certain laps de temps avant qu'une géné-

Le communisme, clé pour la solution des questions sociales

En cessant d'être soumise aux lois économiques aveugles qui naissent de l'anarchie du marché, l'humanité n'en finira pas seulement avec les crises, les guerres exterminatrices et les haines nationales. Libérée du joug de la production pour la valeur d'échange, pour le profit, de la loi de la production pour la production, elle pourra organiser la production mondiale de façon consciente, selon un plan rationnel qui présidera aux rapports harmonieux entre production, consommation et... population, aujourd'hui de plus en plus douloureusement opposées par la marche du capitalisme.

Elle pourra en particulier consacrer efficacement ses efforts au problème crucial de l'agriculture et de l'alimentation, secteurs cruellement délaissés par le capitalisme pour la simple raison que le profit y est trop mince... Et pour y parvenir, l'industrie des pays « avancés », édiflée avec la sueur et le sang de générations entières de tous les continents sera mise sans tarder par la dictature prolétarienne au service de la modernisation de l'agriculture des pays « arriérés », sans contrepartie, ce qui est impensable sous le capitalisme. Ceci aidera puissamment à combler le fossé creusé par l'impérialisme entre les diverses races et nationalités et favorisera leur libre union internationale, creuset où se forgera la société de l'humanité unifiée.

En cessant d'être dominée par les forces extérieures du capital et en se maîtrisant elle-même, la société sera d'un côté en mesure de maîtriser aussi les formidables forces que la science moderne a su arracher à la nature, mais qui, dans les mains du capital, deviennent des dangers fantastiques pour l'humanité ; elle pourra de l'autre définitivement dépasser la peur, l'obscurantisme et la religion.

La production devenant consciente, la nature cessera d'être saccagée et détruite comme elle l'est aujourd'hui, la division entre ville et campagne pourra être progressivement supprimée par une répartition équilibrée de l'activité productive sur toute la croûte terrestre, et en conséquence de ces deux mouvements, la pollution éliminée de la planète.

Parallèlement, les ressources humaines cesseront d'être sauvagement dilapidées dès que l'humanité ne sera plus seulement force de travail pour le capital et que la production pourra être mise au service des besoins de l'humanité. Avec la fin du capital et du salariat, avec la fin par conséquent de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas seulement l'alternative entre l'abrutissement au travail et le chômage grandissant qui sera détruite. Le communisme fera en effet participer toute la population au travail social dans la mesure des capacités de chacun, ce qui suppose un effort différent suivant l'âge, effort dont seront seuls exclus les petits enfants et les malades.

La société pourra ainsi, sur la base de la diffusion des procédés les plus modernes arrachés au monopole de la propriété et grâce à l'élimination de toutes les activités dangereuses ou inutiles, de la fabrication des bombes à billes à la police et à la comptabilité en partie double, diminuer radicalement le temps de travail qui sera progressivement réduit au strict nécessaire : peut-être moins de 2 heures par jour à l'échelle du monde sur la base de la technique actuelle !

Une telle mesure que la dictature prolétarienne met au centre de son programme

s'accompagnera de la suppression de l'opposition entre l'école et la production et on en finira donc avec les radotages stupides d'aujourd'hui considérés comme le fin du fin de la culture. Elle exigera également la socialisation complète des tâches domestiques, du ménage et de l'éducation des enfants, ce qui arrachera définitivement la femme à l'esclavage millénaire et à l'infériorité sociale dont elle est victime.

De tels bouleversements des conditions de travail et de vie supprimeront les bases de l'opposition entre les sexes et les générations, particulièrement insupportables sous le capitalisme. Ils entraîneront à leur tour un bouleversement complet des rapports entre vie collective et vie « privée », qui n'existe plus que pour être foulée aux pieds et par laquelle la société bourgeoise entend cette abominable solitude individuelle et la misère morale la plus inouïe. Les rapports entre les loisirs et le travail, les conditions de l'habi-

tat seront aussi radicalement transformés, et les générations qui naîtront libérées du joug du capitalisme pourront se pencher sur bien d'autres questions d'importance, cette fois en possession des moyens de les résoudre effectivement.

La réduction draconienne du temps de travail ne soulagera pas seulement l'humanité de la fatigue et des maladies que provoque la course effrénée au profit. Elle permettra enfin à tous les producteurs de participer à l'activité intellectuelle, qu'il s'agisse des sciences de la nature ou de la vie sociale, ou encore de la littérature et des arts.

Les conditions seront alors réalisées pour dépasser définitivement la division entre travail manuel et travail intellectuel, sur laquelle se sont développées les classes sociales, et pour en finir avec le confinement abrutissant dans les tâches répétitives et les spécialisations exclusives, le « métier » et la « carrière » encensés par l'infecte morale bourgeoise. Chaque membre de la société aura à cœur de participer aux tâches ingrates qui seront ainsi devenues d'un poids léger pour tous, et pourra exercer ses talents pour la collectivité dans les domaines les plus variés de l'activité sociale.

Avec la fin de cette division du travail, les tâches administratives, elles-mêmes déjà réduites et simplifiées au maximum par l'élimination du marché et de la valeur d'échange, pourront être réparties entre tous les membres de la société, et une machine administrative séparée de la population, qui est un des fondements de l'Etat, aura perdu toute justification.

Dans une telle société où aura définitivement disparu la guerre de tous contre tous et tout individualisme, aura également disparu toute opposition durable entre individu et société. Dans la société de l'espèce unie, la participation à l'effort collectif sera devenu le premier besoin vital et le libre développement de chacun sera devenu, comme dit le Manifeste, « la condition du libre développement de tous ».

Voilà l'avenir radieux pour lequel des générations ont combattu, pour lequel des millions de prolétaires anonymes ont déjà versé leur sang, dans une lutte qui a déjà touché tous les continents. C'est celui que connaîtront les générations à venir si nous savons relever le drapeau que la contre-révolution a voulu détruire. C'est celui pour lequel combat notre parti.

Fastes de la domination bourgeoise

Selon un très sérieux rapport remis par Willy Brandt à Kurt Waldheim sur les problèmes du développement international, « les dépenses mondiales en matière d'armement représentent 450 milliards de dollars par an, alors que l'aide officielle au développement 20 milliards seulement. Le prix d'un char pourrait permettre la construction de salles de classe pour 30.000 enfants, celui d'un avion de chasse à réaction, l'implantation de 40.000 pharmacies dans les villages. Un demi pour cent des dépenses mondiales d'armement d'une année financerait l'équipement des pays

en développement nécessaire pour atteindre le stade de l'auto-suffisance alimentaire d'ici 1990 », alors qu'au rythme actuel, leur dépendance aura doublé et que la livraison des quantités nécessaires ne pourra vraisemblablement être payée, sinon fournie (voir Problèmes économiques du 26 mars 1980).

Eh oui, si les crapauds avaient une queue, ils ne seraient plus des crapauds ! Messieurs les affameurs, si votre capitalisme permettait aux masses de vivre, il ne serait plus le capitalisme !

Eurocommunisme ou eurochauvinisme ?

(suite de la page 1)

gences d'intérêts se répercutent sur eux et les divisent. Marchais, par exemple, a accusé Berlinguer d'avoir rencontré Mitterrand à Strasbourg au moment où une « majorité réactionnaire et socialiste » s'appêtait à porter un « nouveau et très dur coup à la paysannerie et à l'agriculture françaises ». Ce à quoi Berlinguer aurait répondu qu'il « n'ignorait pas les revendications des agriculteurs français et des autres, mais qu'il devait aussi se préoccuper du sort des paysans italiens du Mezzogiorno » (Le Matin du 26 mars). De même, si le PC espagnol et le PC italien sont favorables à l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal pour des raisons d'intérêt national, le PCF y est opposé pour les mêmes raisons : il y voit là encore une menace pour l'agriculture française et un renforcement de la puissance allemande en Europe.

De même, si le PC italien et le PC espagnol ont condamné l'intervention russe en Afghanistan pour des raisons d'intérêt national — les deux bourgeoisies sont unanimes pour se ranger dans le camp occidental — le PC l'a approuvée pour les mêmes raisons : pour la France l'alliance avec la Russie est le garant de la défense contre l'Allemagne.

Naturellement les raisons réelles de ces divergences les PC font tout leur possible

pour les cacher aux travailleurs. Alors qu'ils défendent les mêmes intérêts que leur propre bourgeoisie, ou que d'une fraction de leur propre bourgeoisie, les PC italien ou français prétendent défendre les intérêts des travailleurs. C'est ainsi qu'on a vu Marchais accuser Berlinguer à mots plus ou moins couverts d'être pour une politique d'austérité alors que tout le monde sait que c'est grâce à l'action de sabotage, ou à l'absence d'organisation des luttes de travailleurs que Giscard et Barre font passer leur politique d'austérité. On a vu aussi le même Marchais mettre en cause le « compromis historique » de son compère, alors que le PC ne rate pas une occasion de faire la cour aux gaullistes, à défaut de pouvoir la faire aux giscardiens. De la même façon on a entendu Berlinguer se faire le défenseur du « mouvement européen du travail » alors qu'en Italie le PC appuie toutes les mesures que la bourgeoisie prend contre le prolétariat en expliquant précisément aux ouvriers que les sacrifices sont nécessaires pour que ceux-ci puissent prouver leur aptitude... à diriger l'Etat bourgeois !

L'eurocommunisme n'est peut-être pas mort : il peut revivre si les bourgeoisies européennes arrivent à s'entendre. Mais mort ou vivant il n'a rien à voir avec le communisme : il est l'expression au niveau européen du social-chauvinisme des partis qui le composent.

